

Emmanuel Lyasse

Le vieux, la crise... le neuf ?

*Lettre aux militants de
l'UNEF Paris IV sur l'état du syndicat.*

*" Je sais ce qu'il a mon drapeau:
Il veut qu'on le venge "*

Théodore Botrel

L'échec que nous venons de subir aux élections aux conseils centraux fait partie de ceux qu'il est inutile, tant ils sont évidents, de tenter de nier. Aucun des arguments utilisés pour minorer la portée de celui de l'an passé au CROUS n'est, comme on le verra, utilisable.

Nous avons construit l'essentiel de notre crédibilité, tant locale que nationale, depuis deux ans sur le fait que nous avons réussi à vaincre électoralement l'U-ID dans une Université où nous avons toujours été derrière elle. Cet argument se

retourne aujourd'hui contre nous. Soit il était juste, et notre crédibilité en prend un coup qui peut être mortel. Soit il était faux, et nous sommes justement punis par là où nous avons péché. Dans les deux cas, notre avenir paraît sombre.

La question qui doit se poser est donc: vaut-il la peine de continuer ? Si nous supposons cette question résolue par l'affirmative, il importe d'analyser les causes et la portée de cet échec pour voir comment continuer. Rien ne serait pire que poursuivre par habitude plus que par obstination sur la voie qui nous a menés à ce point.

I— Prendre la mesure de l'échec

Ne pas nier l'échec ne doit pas nous empêcher de tenter d'en prendre l'exacte mesure. Il faut tout d'abord rappeler, et spécialement aux plus jeunes, que l'UNEF Paris IV n'a pas commencé le jour où elle a eu douze élus, et n'a jamais considéré que ses scores électoraux mesurassent sa légitimité à représenter les intérêts des étudiants de Paris IV. L'époque n'est pas si lointaine où nous nous déclarions les veilles d'élection qu'après tout l'essentiel était d'avoir un élu efficace par conseil pour "y porter les revendications des étudiants", le reste étant superflu. Nos succès inespérés en ce domaine ont entraîné, de façon si mécanique qu'il n'était même pas question de la condamner ou de la déplorer, une inflexion de notre discours. L'effet doit cesser quand la cause a cessé.

1- Éléments de théorie

Ce qui fonde la légitimité d'un syndicat n'est pas son score à un jeu dont il est inutile d'expliquer à quel

point il est truqué mais sa définition même comme syndicat, sa structure syndicale, son activité syndicale. C'est pour ces trois raisons que l'UNEF est le représentant légitime des intérêts des étudiants de Paris IV, pour les deux dernières que l'U-ID ne l'est certes pas.

C'est le syndicat qui représente les étudiants. Ses élus dans le conseil représentent le syndicat. Les performances électorales n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles permettent de mesurer à quel point les étudiants qui votent sont conscients que leurs intérêts sont représentés par le syndicat.

On peut même aller plus loin et considérer qu'il n'est pas essentiel de savoir si ceux-ci sont plus ou moins nombreux que ceux qui votent pour l'U-ID ou pour l'UNI, dans la mesure où ces votes n'ont absolument pas la même signification.

2- Des électeurs des autres

Le vote pour l'UNI est facile à analyser: c'est un vote politique. Les scouts d'Europe, les jeunes filles de bonne famille et quelques autres votent UNI pour exprimer leur appartenance identitaire à la droite. Ceux-là ne risquent pas d'être déçus par leurs élus étudiants, puisqu'ils n'en attendent absolument rien. D'un point de vue syndical, leur vote équivaut exactement à une abstention.

Le vote pour l'Ennemi est plus difficile à analyser. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il est majoritairement de même nature que celui pour l'UNI, à ceci près qu'il repose alors sur une erreur et peut-être deux : la plupart des électeurs de l'U-ID votent ainsi parce qu'ils se considèrent identitairement comme de gauche, et croient, erreur tragique entretenue par les media et la rumeur publique, qu'elle l'est aussi. C'est pourquoi l'Ennemi peut faire des voix sans faire campagne.

Le reste de ses voix est gagné lors de la campagne, presque exclusivement le dernier jour, de trois façons différentes. La première, la seule qui évoque de très loin une pratique syndicale, est la mise en valeur de ses pseudo victoires (Imagine-R, redoublement pour les boursiers...) et la promesse qu'en cas de victoire elle rasera gratis (allocations d'études, révolution pédagogique et autres fariboles). La deuxième est le classique, qui nous ferait rire s'il n'était pas si redoutablement efficace, argument du barrage contre l'extrême-droite, au besoin en inventant celle-ci quand elle n'existe pas. La troisième utilise à

peu près le coup de pied au cul en traînant jusqu'à l'urne des malheureux qui n'ont pas la moindre intention de voter avec de la morale sur la démocratie par le vote: l'expérience montre qu'il est vain d'espérer que ses victimes fassent preuve, une fois dans l'isolement, de sens critique.

Il faut enfin signaler, pour ce qui est de la Sorbonne, l'impact de l'épicerie qui, s'il n'est pas mesurable, est certain. Une partie au moins de sa clientèle vote par réflexe de consommateur satisfait.

Le vote U-ID se rapproche donc du vote UNI par le caractère non syndical de ses motivations s'il s'en distingue par le caractère antisyndical de ses conséquences.

3- Des nôtres

Nous pouvons considérer en revanche que ceux qui votent pour nous savent pour quoi et pour qui ils votent : leur suffrage exprime leur conviction que nos élus pourront leur servir à quelque chose, forgée par la lecture de notre matériel de propagande, leurs conversations personnelles avec certains de nos militants, ou leur expérience personnelle, sur un problème précis, de notre efficacité (nous n'avons aucune raison d'avoir peur d'appeler cela du clientélisme: c'en est).

Qu'ils soient plus ou moins nombreux que ceux qui votent pour l'Ennemi n'est pas une donnée en soi, puisque nous ne partons pas à égalité et ne nous battons pas sur le même terrain. En revanche, l'évolution du rapport entre eux en est une. C'est ce qui suffit à justifier le terme de désastre pour qualifier les récentes élections.

II— Raisons de l'échec, échec de la raison

On peut en chercher les causes en se demandant ce que l'Ennemi a fait de plus, ou ce que nous avons fait de moins par rapport à celles de janvier 1999.

1- En face

Nous avons *a priori* toutes les bonnes raisons de considérer l'Ennemi comme plus faible qu'alors. Son absence totale des conseils, commissions et comités nuisait à sa crédibilité et le privait de toute information précise.

En 1998/99, l'U-ID avait encore à Paris IV une structure militante significative lui assurant une présence minimum. De ses membres, les meilleurs nous ont rejoints, les autres ont disparu. Il était clair au début de l'année que le petit Fabrice, nommé président d'AGE par oukase de Carine Seiler alors qu'il n'avait jusque là eu que peu d'activité, était seul de sa race, son seul adhérent, crapule fabiusienne patentée, préférant manifestement l'ambiance de notre local à celle de son

épicerie. Il sera intéressant de voir à l'usage ce que sont ses onze autres élus, s'ils manifestent une existence quelconque.

Plus généralement, l'Ennemi avait manifestement renoncé à toute activité syndicale à Paris IV. Nous étions jadis en concurrence féroce pour le SOS Inscription : depuis deux ans, l'U-ID n'était plus là que pour faire des cartes, sur des arguments commerciaux principalement qui lui ôtaient toute chance d'en faire ensuite des militants. Le désastre de la session de septembre s'est passé sans qu'elle se manifeste.

Cette faiblesse apparente est illustrée par la quasi nullité de son matériel de propagande : jusqu'aux élections, trois tracts nationaux (le grotesque sur la Palestine, le 4-pages scandaleux avec notre logo, un autre tract de mensonges réunifiants), pour les élections, rien avant la veille, un quatre-pages "Demain on vote" et un recto simple "Aujourd'hui on vote" qui ne pouvaient que faire

pleurer de rire toute personne informée de la situation à Paris IV.

Elle a néanmoins pu nous écraser sous le nombre le jour des élections en mobilisant, d'après nos estimations, une soixantaine de nervis, performance d'autant plus remarquable que seule l'ex majorité de la majorité (GS) était présente, ses oppositions de droite ayant trop de bonnes raisons de lui en vouloir pour ne pas nous trouver sympathiques (Quant à son opposition de gauche, la liguée, chacun sait que ses membres sont physiquement incapables de tout travail de ce type).

Cela confirme l'analyse ci-dessus : c'est presque exclusivement sur le matraquage de dernier jour que l'Ennemi fait les voix qu'il n'a pas déjà sur son étiquette.

Le matraquage semble avoir été encore beaucoup plus fort qu'il y a deux ans, d'une part parce que la technique de mensonge s'est encore améliorée depuis, d'autre part, surtout, parce qu'il y a deux ans notre élection était une parmi d'autres pour lui, tandis que cette année, en raison du rôle qu'il nous attribue dans l'échec de sa prétendue réunification, nous étions pour lui des adversaires prioritaires, contre lesquels il a concentré ses forces (conséquence : il faisait bon être rouennais ce mardi 12).

C'est la première explication du résultat. Ce n'est pas la seule. En effet, l'Ennemi a su aussi s'adapter à la situation. Son matériel de propagande, pour grotesque qu'il fût, présentait une différence notable avec ce que nous voyions habituellement: il parlait effectivement de Paris IV, ce qui montre que l'Ennemi avait compris la cause principale de ses défaites précédentes et fait l'effort qui s'imposait (même à Paris I, il ne fait rien de tel). Certes, il n'en parlait que pour dire des sottises (la plus belle à propos des deuxième cycle à Clignancourt), mais apparemment assez pour faire illusion à beaucoup.

D'autre part, à Malesherbes et à Malesherbes seulement, le petit Fabrice, coraqué par l'affreuse Céline Martinez, a fait depuis la rentrée un travail certain. Certes, il n'y faut pas chercher de contenu syndical: il s'est contenté de montrer sa tête, de dire qu'il s'appelait Fabrice, qu'il était gentil. Mais cela a été suffisant pour que sa tête fût connue, et pour faire prendre leur carte à quelques abrutis apparemment. Cela suffit à expliquer la différence des scores entre la Sorbonne et Clignancourt, où nous sommes seulement écrasés, et Malesherbes, où nous sommes humiliés.

On peut donc conclure sur ce point que l'Ennemi, que nous avons jugé en position plus faible qu'il y a deux ans selon nos critères, était en réalité plus fort selon les siens: moins de militants, moins d'activité

syndicale mais plus de nervis le dernier jour, plus de mensonges et de mensonges mieux adaptés à la situation.

2- Chez nous

Mais l'explication principale est de notre côté. Si la comparaison entre la situation de l'Ennemi en janvier 99 et aujourd'hui conduit à des conclusions nuancées, la même opération appliquée à nous donne des résultats radicaux.

" Des militants on n'en a plus ", dit la chanson. Là est notre malheur principal. Mais nous ne pouvons poursuivre " D'ailleurs on n'en a jamais eu ". Il y a deux ans, notre succès avait été construit grâce à une équipe jeune, nombreuse et motivée à Clignancourt. Elle a bien vieilli, et ne s'est guère renouvelée. Certains ont disparu naturellement en quittant Paris IV, d'autres se sont éloignés de l'UNEF, quelques uns sont encore plus ou moins là. En revanche, fort peu sont venus les remplacer : parmi les adhésions de l'an passé, seuls Frédérique, Yaël, Sandra et Vlad ont participé à la campagne. Cette année, nous avons fait quatre recrues sur les chaînes mais aucune depuis.

Notre équipe était donc diminuée, et pratiquement plus vieille de deux ans en moyenne, à l'image d'ailleurs de la direction d'AGE.

Nous avons pu tenir solidement les chaînes d'inscription, mais grâce à des militants hors d'âge, aux seules exceptions de Laetitia, disparue depuis, et Emilien, qui n'était pas de Paris IV. Ce n'était pas rédhibitoire tant qu'il n'y avait pas de cours mais ça l'est devenu dès la rentrée. Nous n'avons pas recruté et avons perdu notre acquis des chaînes parce que nous n'avons pas fait de campagne de rentrée digne de ce nom. Nous n'avons pas fait de campagne de rentrée parce que nous étions presque totalement absents des amphes.

Première conséquence: nous n'avons pas été assez nombreux pour faire campagne, moins qu'il aurait fallu le jour même, et vraiment très peu pour la pré-campagne. L'aide extérieure que nous avons reçue a été sans commune mesure avec le débarquement ennemi. Seuls les cadres des AGE de la FAGIF se sont déplacés. C'est normal dans la mesure où nous ne sommes pas l'U-ID, dont les nervis n'ont que ça à faire de leurs semaines en cette saison. Nous avons espéré que des camarades d'autres AGE comprendraient, comme l'a fait l'Ennemi, que, vu le contexte national, l'enjeu de cette élection dépassait largement Paris IV. Manifestement, ils ne l'ont pas compris. (A part certains d'entre eux, un surtout, qui l'ont parfaitement compris et pour cela même ont boycotté notre campagne et travaillé à la faire boycotter, pour régler des comptes imaginaires entre Paris IV et Paris I. Nous ne pouvons que nous réjouir que la direction légitime de l'AGE nous ait si généreusement aidé, mais ne devons pas oublier ceux-ci, celui-là surtout)

Mais ce n'est pas le principal: il y a deux ans, nous étions également moins nombreux et moins efficaces que l'Ennemi le jour même (rappelons nous les coups de fil des camarades de Clignancourt demandant du renfort contre Polio le terrible ...), et pourtant nous avons gagné. Plus qu'au nombre de nos militants, notre absence des amphis depuis le début de l'année a nui à leur crédibilité.

Il s'est trouvé beaucoup plus d'étudiants de Paris IV pour voter pour une organisation absente durant l'année de la fac comme des conseils, dont presque tous les militants étaient extérieurs à Paris IV et dont les prises de position depuis quelques années suffisent à prouver que ses intérêts ne sont pas les leurs, que pour nous autres, dont les élus siégeaient, rendaient compte, défendaient les intérêts de leurs mandants, pris individuellement comme collectivement. On peut le déplorer. On peut, et à raison, les qualifier d'abrutis. Mais force est de reconnaître aussi qu'ils n'étaient pas forcément au courant de cette différence entre les deux UNEF.

" Nous le leur avons dit, et répété " Certes. Mais quelle raison avaient-ils de nous croire, plutôt que les autres ? Nous avons fait campagne sur l'excellence de notre bilan. Eux aussi. Nous avons annoncé notre intention de tout faire pour limiter au maximum les effets néfastes de la semestrialisation. Eux aussi, avec un culot d'acier. Nous avons dit que nos élus siégeraient. Eux aussi.

Bien évidemment, avec un minimum d'informations facile à obtenir, il était simple de voir où étaient les menteurs. Certains l'ont fait, puisqu'ils ont voté pour nous. Mais force est de reconnaître que la majorité de notre public n'a pas eu ce souci. C'est navrant, mais ce n'est guère surprenant.

Etaient-ils beaucoup plus lucides il y a deux ans ? Certes non. Il n'y a pas de raison. Mais ils étaient plus portés à croire les nôtres, qu'ils voyaient étudier et militer parmi eux depuis le début de l'année, que la troupe débarquée du matin. Dans ce cas, c'est la crédibilité de celui qui parle qui est déterminante.

Cette année également nous étions de vrais étudiants et eux pas, mais qui le savait ? On a dit l'essentiel sur notre échec quand on a constaté que nous avions, en moyenne deux ans de plus qu'il y a deux ans. Il y a eu quelques rares nouveaux, mais ceux qui sont partis n'étaient pas les plus vieux. Il y a deux ans, nous étions présents dans la plupart des amphis, avec des militants connus pour être de l'UNEF.

Cette année, nous l'étions beaucoup moins. D'autre part, nos rares militants en DEUG ou en Licence n'ont sans doute pas eu assez le souci de se faire connaître. Combien avons-nous fait d'interv avant

la semaine des élections ? Très peu, et le plus souvent par des militants extérieurs à l'amphi. J'en ai fait moi-même un certain nombre, et une quantité industrielle le jour des élections. Mais qui était le plus crédible dans le rôle de l'étudiant qui s'adresse aux étudiants, de moi ou des fillettes ramenées de très loin par l'Ennemi ? Elles, évidemment. J'étais beaucoup plus étudiant qu'elles, mais elles avaient l'air beaucoup plus étudiantes que moi.

Nous avons donné l'impression de débarquer à une semaine des élections, avec des militants qui soit étaient trop vieux pour être connus, soit ne s'étaient pas fait connaître auparavant. Certes, en Sorbonne et à Clignancourt, c'était encore cinq jours avant l'Ennemi. Mais, on ne le répétera jamais assez, nous ne jouons pas au même jeu.

Si on compare le bilan de notre activité à celui de l'U-ID, on ne comprend pas. Mais c'est une erreur. Si on compare en revanche notre activité d'il y a deux ans à celle de cette année, l'explication est évidente.

3- En outre

On peut ajouter un troisième élément, si on prend en compte la différence de contexte.

En janvier 1999, nous sortions du mouvement lycéen et du mouvement contre le rapport Attali. Paris IV n'avait guère bougé, mais nous y avons diffusé les informations et les mots d'ordre durant deux mois. Nous avons inscrit notre campagne dans la continuité de ce mouvement. Depuis deux ans, il n'y a rien eu de tel sur les facs.

Certes, nous avons relayé au printemps dernier la mobilisation contre Allègre. Mais ce travail n'a été vraiment fait qu'en Sorbonne, où le public se renouvelle presque totalement d'une année sur l'autre. De toute façon, il n'y a eu nulle part de mouvement étudiant. Depuis la rentrée, c'est le calme plat, à peine troublé quand un président d'Université décrète par oukase la grève générale.

Nous avons vu dans novembre-décembre 98 le renouveau du mouvement étudiant: cela apparaît aujourd'hui comme un dernier soubresaut. Nous n'avions sans doute pas compris à l'époque combien notre victoire électorale était liée à ce mouvement: si les étudiants de Paris IV n'avaient pas participé, ils avaient du moins apprécié le spectacle, et l'avaient manifesté ainsi.

Autre élément de contexte, évidemment: la prétendue réunification. Sophie a été abordée par l'Ennemi qui lui a expliqué qu'il ne servait à rien de voter pour l'UNEF, qui n'existerait plus dans six mois. Elle a depuis retrouvé quatre étudiants que cet argument avait convaincus, non de voter pour l'Ennemi (leur sottise n'allait pas jusque là, mais de s'abstenir. Nulle doute qu'il a servi

pour beaucoup d'autres. Le quatre-pages portant notre logo avait déjà créé la confusion.

Nous savions que cela serait un handicap pour nous. On peut regretter que nous n'ayons pas fait plus d'efforts pour le limiter. Le matériel des chaînes expliquait clairement notre position sur la question. Nous avions prévu de riposter dans TU au quatre-pages: cela n'a pas été fait (Les affiches "Attention menteurs !" n'étaient certes pas une riposte suffisante. On ne répond pas à un tract par une affiche A3). Nous n'avons rien fait non plus pour donner un écho à la conférence d'Antony et aux décisions du congrès. Au delà de l'erreur tactique manifeste, nous sommes ramenés au problème précédent: l'insuffisance de notre présence militante depuis la rentrée.

Plus que la défaite elle-même, ce sont donc ses causes qui sont préoccupantes, et ce qu'elle nous dit de l'état de notre syndicat: une direction vieillie, coupée du contact réel avec les étudiants de Paris IV, une base

incapable d'occuper réellement le terrain, ne prenant pas la moindre initiative, une absence totale de structure intermédiaire. Ceci n'est pas une autocritique: si Philippe et moi-même avons repris la direction à la rentrée, c'est qu'aucune autre solution n'apparaissait, et pourtant il semblait y avoir les moyens de faire vivre le syndicat. Cette solution ne pouvait être que provisoire, en attendant l'émergence de nouveaux cadres. Nos deux assemblées générales catastrophiques ont montré que cet espoir était vain, l'échec électoral le confirme.

Cet échec n'est pas le nôtre. Il est celui d'une génération de militants qui a été incapable d'assumer notre succession. Il est évidemment impossible de dire si nous avons eu raison ou tort de ramasser la direction du syndicat en juin-juillet, si nous avons limité le désastre ou au contraire retardé de six mois la prise de conscience; puisqu'il est impossible de dire où en serait l'UNEF si nous ne l'avions pas fait. Il est clair en revanche que ce n'est plus de nous, ni des militants de nos générations, que dépend la vie ou la mort de l'UNEF à Paris IV.

III— Le syndicalisme ou la mort

La question cruciale est aujourd'hui: y a-t-il des camarades pour assumer la direction du syndicat avec tout ce que cela implique ? Si la réponse est non, il est inutile de pratiquer l'acharnement thérapeutique. S'il en est, ils ont tous les éléments en main pour ce faire.

1- Moyens

Il s'est trouvé 500 étudiants de Paris IV pour voter pour nous. Il vaudrait la peine de s'adresser à eux, et au moins abrutis de ceux qui ont oublié de voter ou qu'on a trompés, pour débattre de ce qu'on peut attendre d'un syndicat, et de la contribution que les uns et les autres sont prêts à y apporter.

Ces 500 électeurs nous ont donné 8 élus qui semblent pouvoir être de bons élus. C'est largement suffisant pour assurer la représentation dans les conseils d'un syndicat présent sur la fac. (En revanche, nous perdrons notre temps à siéger si nous le faisons à titre personnel sans organisation derrière.) Il faut y ajouter ceux de nos 37 élus d'UFR de l'an passé qui n'étaient pas bidon ou ne le sont pas devenus: c'en est quand même la majorité. Evidemment, notre échec nuira quelque temps à notre crédibilité, mais cela ne durera pas si nous rétablissons notre hégémonie sur le terrain (nous devrions être rapidement à nouveau hégémoniques dans les conseils, les élus de l'Ennemi étant ce qu'ils sont)

Nous avons des locaux sur les trois centres principaux, des affiches en abondance, une longue expérience de diffusion de *Trait d'Union*

Plus généralement, nous avons fait du nom de l'UNEF Paris IV (AGEPS) un nom justement redouté; à Paris IV ailleurs, chez les bureaucrates et militants syndicaux, chez les enseignants et chez les administratifs. Si le gant est relevé dans des délais raisonnables, nos successeurs pourront en profiter.

2- Priorités

La nouvelle direction dont se doterait l'AGE devrait à mon sens se donner comme priorités

1) De rétablir l'hégémonie de l'UNEF sur le terrain. Il est indispensable que la diffusion régulière de *Trait d'Union* reprenne, qu'elle soit appuyée par des interventions en amphithéâtre, que chacun ait surtout le souci de se faire connaître dans ses amphithéâtres et ses TD comme appartenant à l'UNEF.

La pétition, celle qui circule, pas celle qu'on enterre, est un moyen dont nous avons su user naguère, et que nous avons trop négligé. Signer un texte portant notre logo est un premier geste d'engagement aux côtés de l'UNEF. Il faut les multiplier: les plus indispensables sont celles portant sur les grandes luttes, mais ce ne sont pas les plus utiles pour la propagande. Il faut que chaque militant retrouve le réflexe, quand quelque chose ne va pas dans sa filière, son année, son amphithéâtre; de rédiger une pétition, de la faire passer, et d'informer sur les suites qui lui sont données.

La bonne vieille AG est un sport qui a montré ses limites, hors les périodes de mobilisation exceptionnelle. Convoquée sur un point précis, elle peut cependant permettre des contacts utiles, et attirer l'attention, y compris

de ceux qui n'y viendront pas. Le fait est que nous étions en meilleure forme à l'époque où nous faisons des AG grotesques que depuis que nous n'en faisons plus.

La conférence-débat, avec un ou des intervenants susceptibles d'attirer est une forme que nous avons souvent envisagée, jamais pratiquée. C'est sans doute dommage.

Ce qui est fait actuellement sur le McDo Saint Germain est excellent... si nous savons lui donner un débouché sur la fac, en posant la question de la précarité. Dans le cas contraire, c'est du temps perdu à jouer les dames d'œuvre, et cela seulement.

2) De reconstruire l'organisation et de la structurer, en répartissant clairement le travail et les responsabilités. Un texte présenté par Philippe et par moi à l'AG de rentrée analysait justement nos faiblesses et proposait des solutions. Du sort qui lui a été fait, adoption à l'unanimité sans débat aucun, on pouvait déduire le sort qu'il subirait: aucune application, faute de volonté de remplir les cases qu'il prévoyait. En le relisant, on y trouve déjà les causes principales de notre défaite.

3) De former des militants et des cadres, ce qui suppose évidemment qu'une volonté de se former existe chez certains. *Le Guide de l'Etudiant* contient l'essentiel de la formation. L'accessoire peut être donné par la lecture des textes internes de l'AGE, et par d'éventuels stages. Il est en revanche idiot d'organiser des stages pour répéter ce qui est déjà dans le Guide.

L'élaboration collective de la ligne est le meilleur moyen de formation d'ailleurs. Le "processus de congrès" lancé par l'AG dans les mêmes conditions exactement que la réorganisation interne du syndicat a subi le même sort. Il faudrait le reprendre sur d'autres bases

4) De recruter, ce dont les trois points précédents devraient créer les conditions. Il ne faut pas hésiter à proposer l'adhésion, en exposant clairement ce dont il s'agit. Il ne s'agit pas de recruter n'importe qui sur n'importe quoi, mais de considérer tout étudiant ayant un minimum de conscience de ses intérêts comme un adhérent potentiel. Nous nous sommes trop laisser considérer par beaucoup de ceux qui ont fait appel à nous comme un service extérieur à eux. Nous ne devons jamais exiger l'adhésion, mais toujours la proposer, avec des arguments de nature à convaincre ceux qui nous seraient utiles, à écarter tout autre.

Un bon moyen de recruter est d'associer des non syndiqués à nos actions. Quand on fait circuler une pétition, il faut chercher des bonnes volontés pour la faire circuler. Quand on va à un rendez-vous avec une autorité, il n'est pas malsain de faire accompagner les

représentants de l'UNEF d'un non syndiqué directement concerné, ou en tout cas d'essayer d'en trouver un.

Cela suppose aussi un suivi régulier de tous nos contacts. Il est certain que beaucoup de nos SOS de cette année, par exemple, n'ont même pas voté pour nous, et ça n'est certes pas à leur honneur. Mais si nous avons fait l'effort de les rappeler, de chercher aussi à les connaître et à discuter avec eux sur la fac, bref, de leur rappeler notre existence, le résultat aurait été meilleur, et nous en aurons sans doute fait adhérer. La solution est connue: un fichier orga comprenant tous les sympathisants et les contacts, réparti entre des responsables de filière et d'amphi. Il faudrait la mettre en œuvre.

Il semble aussi qu'un nombre important, et croissant, d'étudiants ait une adresse électronique, si on en juge par les adhérents de l'UNEF. Ce serait un moyen économique de diffuser *Trait d'Union*, si nous avions le souci de les collecter.

5) D'établir clairement la différence entre l'U-ID et nous et de la publier par tous les moyens. Les conversations sont pour cela un moyen bien meilleur que la propagande écrite. Il faut que chacun réapprenne, ou apprenne, ce qu'est la lutte idéologique.

Il ne serait sans doute pas malsain de faire savoir, indirectement au moins, que nous sommes de gauche. La théorie nous apprend que c'est mal (*cf* discours de Jules Guesde au congrès de Nancy de la SFIO en 1907), l'expérience que l'état de conscience de notre public l'exige

3- Perspectives

Il s'agit de penser dès maintenant à la Revanche, non bien sûr comme un objectif en soi, mais comme un test décisif sur l'état de la reconstruction du syndicat. Elle ne peut être totale que pour les prochains centraux. Mais les UFR de l'an prochain seront une étape décisive. Si nous gagnons, nous pourrons à nouveau nous afficher comme le premier syndicat étudiant. Or il est improbable que l'Ennemi mobilise sa machine électorale au complet pour des UFR: nous partons donc favoris, si nous survivons.

Il faudra donc ne pas faire l'erreur que nous avons commise l'an passé: se soucier au dernier moment de monter des listes, plus ou moins bonnes en fonction des disponibilités, faire une campagne très inégale suivant les sites et se considérer comme rassurés par une victoire qui allait de soi.

Ces élections doivent être préparées dès maintenant. En cherchant à recruter des militants, il faut aussi chercher des candidats potentiels. En s'y prenant longtemps à l'avance, on devrait pouvoir le faire en exposant clairement quelles sont les responsabilités d'un élu UNEF, non en cherchant à minimiser l'engagement pris pour compléter à tout prix les listes. Cette préoccupation devra bien sûr être

plus importante encore sur les chaînes, et lors de la campagne de rentrée.

Il y aura des sortants UNEF dans la plupart des principaux UFR. Il faut qu'ils aient un bilan à présenter, de manière crédible. Cela implique d'une part qu'ils aient, durant l'année de mandat qui reste, le souci de prendre des initiatives, de faire des propositions dans les conseils, d'autre part qu'ils les fassent connaître et se fassent connaître des étudiants qu'ils prétendent représenter. Il faut —c'est ce qui nous a manqué cette année— que les électeurs soient conscients de voter pour des personnes, et non seulement pour des sigles: la différence entre l'Ennemi et nous apparaîtra alors clairement.

Tout conseil d'UFR devrait faire l'objet d'un compte-rendu oral dans les principaux amphis concernés, appuyé le plus souvent possible par la distribution d'un tract.

Si nous avons pu et su faire ce travail dans l'année écoulée, notre situation serait sans doute différente.

Il reste la question de notre positionnement national. C'est à dessein que je ne l'ai pas fait figurer parmi les priorités pour la future direction. Il est clair que l'UNEF Paris IV n'est plus en état d'assumer les

responsabilités qu'elle a prises dans la dernière période. Nous devons clairement en informer nos partenaires.

Nous n'avons pas non plus à regretter ce que nous avons fait. Certes nous y avons perdu beaucoup de temps, mais y avons trouvé aussi, à partir de mai-juin, la motivation pour continuer à Paris IV. Nous avons réussi à empêcher la liquidation officielle de l'UNEF dans l'U-ID: c'est un acquis. Nous avons à ce jour échoué à lancer le renouveau de l'UNEF qui est un préalable indispensable à tout débat sérieux sur la question de l'unité.

La principale contribution de l'UNEF Paris IV à ce renouveau doit être sa reconstruction comme syndicat étudiant de Paris IV. La recherche du renouveau au niveau national sera seconde. Il faut maintenir les contacts, être attentifs à ce qui se passe, mais ne pas croire qu'on pourra peser au niveau national en renonçant à exister sur notre fac.

La question de la réunification en ce qui nous concerne me paraît résolue. Elle n'était concevable que si notre hégémonie sur l'Université était incontestable et nous permettait donc de maintenir le syndicat tel quel en nous débarrassant de l'U-ID. Ce n'est plus le cas. Ce serait une erreur dramatique de croire que nous pourrions la rétablir par un débat à l'intérieur d'une organisation réunifiée, et non par notre action devant tous les étudiants.

★
★ ★

Notre syndicat n'est pas mort. Il est, littéralement, en morceaux. Tous les éléments pour reconstruire sont là, mais il manque une direction et une organisation pour les assembler. Elle vivra si une partie au moins de ceux qui ont les moyens et la volonté de le faire assument pleinement leurs responsabilités. Nous ne leur laisserons pas le syndicat dans un état pire que nous l'avons trouvé: à eux d'en faire ce que nous en avons fait.

Vous l'aurez compris: je ne crois pas faire partie de ceux-ci. Je cesserai d'exercer les fonctions de secrétaire à l'orga au plus tard à la prochaine AG. Je tiens à préciser pour que les choses soient claires que cette décision n'est pas motivée par le résultat des élections. Elle était prise le jour où j'ai accepté de reprendre l'orga. Ce résultat ne fait que confirmer que je ne peux plus être utile au syndicat à ce poste.

Nous avons considéré à partir de juillet, Philippe et moi, que reprendre la direction était la moins mauvaise solution. Cette solution ne pouvait être que provisoire: on ne dirige pas efficacement un syndicat quand on est à ce point éloigné, chronologiquement et physiquement, du public auquel on s'adresse. Mon espoir était qu'émergerait dès la

rentrée une équipe pour nous remplacer. Au contraire s'est mise en place et élargie une coupure entre la direction et les militants, plus, je crois, de leur fait que du nôtre. L'heure est venue où il serait à coup sûr plus nocif de se maintenir en attendant de trouver des remplaçants que de laisser constater le vide.

Philippe, qui a quatre ans de moins, pense pour sa part accepter de rester à la présidence jusqu'à la fin de l'année. Je crois que c'est une bonne chose, qui peut permettre d'assurer une saine transition. Le souvenir de l'expérience de transition de l'an passé ne peut que renforcer cette impression. Pour la même raison, je pense qu'il serait utile que je reste membre du bureau. Je suis prêt à aider dans la mesure de mes moyens la direction qui entreprendra le renouveau du syndicat, mais il est hors de question que je tente d'y prendre un rôle directeur qui ne pourrait que le retarder.

En Sorbonne, le 15 janvier 2001

*Travaillez, prenez de la peine,
c'est le fond qui manque le moins*
La Fontaine